

**NON AU FINANCEMENT DE L'AGENCE DE GARDE-FRONTIÈRES FRONTEx**

# **STOP À LA MILITARISATION DES FRONTIÈRES POUR LES MIGRANT.E.S ET LES RÉFUGIÉ.E.S**

**Signez le référendum au verso et renvoyez-le avant le 7 janvier 2022**

## **Qu'est-ce que Frontex ?**

Frontex est l'Agence de garde-frontières et de garde-côtes créée en 2005 par l'Union européenne. Depuis lors, son budget a passé de 6 millions à 11 milliards d'euros pour la période 2021-2027. En termes de personnel, la force opérationnelle de Frontex est appelée à devenir une armée permanente de 10'000 gardes-frontières d'ici 2027.

## **Les principales activités de Frontex :**

- Rapatriement des « personnes en migration irrégulière », y compris avec la participation directe et indirecte à des refoulements illégaux.
- Planification et mise en œuvre d'expulsions dans toute l'UE.
- Modernisation et formation des agences locales de garde-frontières, notamment en matière de surveillance, par l'alignement sur les normes et systèmes européens.
- Elaboration « d'analyses de risques » comprenant des recommandations d'action, par ex. renforcement des contrôles aux frontières, extension des opérations de Frontex ou augmentation des ressources de l'agence.

Concrètement, Frontex opère directement aux frontières extérieures de l'UE et dans les pays européens, mais aussi dans un nombre croissant de pays tiers, selon une logique d'externalisation croissante du régime migratoire de l'UE. Frontex coopère activement avec plus de 20 pays en dehors de l'UE. Elle collabore, par exemple, avec la Turquie pour le renvoi des migrant.e.s qui cherchent à atteindre les côtes de l'UE en Grèce et avec les garde-côtes libyens, qui interceptent les bateaux de personnes migrantes et les ramènent de force en Libye, où elles sont détenues dans des conditions de violence massive. Frontex soutient activement l'expansion de la surveillance aérienne en Méditerranée, alors que dans le même temps les missions officielles de sauvetage sont continuellement réduites. Les activités de Frontex s'inscrivent dans le narratif anti-étrangers et raciste de la migration en tant que menace. Les analyses de risque produites par Frontex lui servent d'auto-légitimation pour développer toujours plus son rayon d'action. Depuis 1993, la politique d'isolement de l'UE par rapport au monde extérieur a coûté la vie à plus de 44'000 personnes, sans compter les très nombreux cas non signalés.

## **Frontex et la Suisse**

En tant que membre de l'espace Schengen, la Suisse soutient Frontex financièrement et en personnel depuis 2009. Le Conseil national vient maintenant d'approuver un budget annuel de 61 millions de francs jusqu'en 2027. Cela représente environ 5% du budget total de Frontex, ce qui signifie que la Suisse contribue notablement au régime isolationniste et violent de l'UE. Membre de l'espace Schengen, la Suisse dispose d'une voix consultative mais non délibérative en ce qui concerne la planification de nouvelles compétences et lois.

La Suisse participe activement à la violence du dispositif européen contre les migrations. Siège de grandes entreprises de commerce des matières premières, place financière internationale et exportateur d'armes, le capitalisme Suisse est un profiteur notoire du système mondial qui organise l'exploitation et le pillage des ressources des pays pauvres. La Suisse porte donc une responsabilité importante dans les circonstances qui poussent de nombreuses personnes à fuir la misère et les guerres.

## **Nos revendications :**

- NON au financement et au soutien en personnel de Frontex, symbole d'une politique migratoire européenne fondée sur l'exclusion et la violence!
- Les profits des multinationales actives dans les pays du Sud ne doivent pas finir dans les poches des actionnaires et de la finance, mais doivent être redistribués aux populations de ces pays. Les dettes illégitimes des pays pauvres doivent être annulées.
- Pour une politique d'asile ouverte qui garantit aux personnes en fuite des conditions de vie digne et un permis de séjour stable. Liberté de circulation pour toutes et tous!
- Pour l'arrêt de la criminalisation de la migration vers l'Europe et la militarisation des frontières!
- Pour garantir une migration dans la sécurité au lieu de l'empêcher par la violence!

[www.pdt-ge.org](http://www.pdt-ge.org)

**Attention, pour signer ce référendum il faut avoir le droit de vote en matière fédérale et remplir des feuilles distinctes pour chaque commune de domicile des personnes signataires.**

**PARTI DU TRAVAIL**



# Référendum NON au financement de l'agence de garde-frontières Frontex

Référendum contre l'arrêté fédéral du 1<sup>er</sup> octobre 2021 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/1896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) no 1052/2013 et (UE) 2016/1624 (Développement de l'acquis de Schengen)

Publié dans la Feuille fédérale le 12.10.2021

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu de l'art. 141 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 59a à 66), que l'arrêté fédéral du 1<sup>er</sup> octobre 2021 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/1896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) no 1052/2013 et (UE) 2016/1624 (Développement de l'acquis de Schengen) soit soumise au vote du peuple.

Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'un référendum est punissable selon l'art. 281 respectivement l'art. 282 du Code pénal.

Canton	N° postal	Commune politique		Contrôle (laisser en blanc)
N°	Nom et prénom (écrire de sa propre main et si possible en majuscules)	Date de naissance (jour/mois/année)	Adresse exacte (rue et numéro)	
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
6.				
7.				
8.				
9.				
10.				

Expiration du délai référendaire: 20.01.2022

<b>Le comité du référendum se chargera de demander l'attestation de la qualité d'électeur des signatures ci-dessus.</b> Le/la fonctionnaire soussignée certifie que les _____ (nombre) signataires du référendum dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.			
Le / la fonctionnaire compétent/e pour l'attestation		Sceau	
Lieu	Date		
Signature	Fonction officielle		

Attention, référendum fédéral! Il faut une feuille distincte pour chaque commune de domicile des personnes signataires.

Cette liste, même partiellement remplie, doit être renvoyée **AU PLUS VITE**, si possible avant le 7 janvier 2022, par poste en courrier A au comité référendaire: NON à FRONTEx, Migrant Solidarity Network, Waldmannstrasse 17a, 3027 Berne.

Vous pouvez commander d'autres listes sous [www.pdt-ge.org](http://www.pdt-ge.org) ou par mail à [pdt-ge@bluewin.ch](mailto:pdt-ge@bluewin.ch)

**PARTI DU TRAVAIL**

